

La diaspora congolaise face au dialogue inter-congolais : représenter, oui, mais sur quelle base ?

Réponse à l'appel de Placide Mubalama

Par la rédaction de Dynapad

La perspective d'une participation de la diaspora congolaise du Canada au dialogue inter-congolais soulève une question qui dépasse les querelles de personnes et les rivalités de structures : qui doit parler au nom de la diaspora, et sur quelle base ?

Dans un message adressé aux membres de la Communauté congolaise du Canada (CCC), au lendemain de la rencontre initiée par l'Ambassadeur de la RDC, Placide Mubalama invite à tirer les leçons du passé. Il est président honoraire de la CCC-OG et de la Communauté congolaise de l'Estrie, et ancien porte-parole de la Table des concertations des présidents des communautés congolaises du Canada (TCPCCC), devenue la CCC. Il met en garde contre la tentation de « nous agiter pour participer » et appelle à privilégier les experts, en particulier ceux originaires des régions touchées. Pour notre part, nous y incluons notamment l'Ituri, le Grand Kivu et le Tanganyika. Sa position mérite d'être lue non comme partisane, mais comme une interrogation sur la qualité de notre représentation.

Être présent n'est pas être représentatif

Une difficulté récurrente des organisations de la diaspora tient à la confusion entre présence et représentativité. Occuper une fonction dans une association ne confère pas, en soi, l'expertise nécessaire pour intervenir objectivement sur l'historicité des enjeux à l'origine des crimes multiformes commis à l'Est de la RDC depuis 1996.

Or ces crimes ne se réduisent pas à une formule sur « l'insécurité à l'Est ». En Ituri, le contentieux foncier entre Hema et Lendu remonte à l'administration coloniale et à la loi foncière de 1973. Les violences des ADF, du Grand Nord du Nord-Kivu au sud de l'Ituri, s'inscrivent dans une géographie frontalière avec l'Ouganda. Au Nord et au Sud-Kivu, les crimes trouvent leur racine davantage dans les visées expansionnistes du régime actuel au Rwanda que dans des questions de citoyenneté, de terre et de voisinage avec le Rwanda et le Burundi. Ces visées s'inscrivent dans une histoire plus longue, qui remonte aux expéditions du royaume du Rwanda dans la région du Kivu au XIX^e siècle. Le Maniema, lui, absorbe les ondes de choc venues du nord-est.



Un dialogue qui aborderait ces réalités par des généralités ne produirait que des généralités. Sur ce point, Mubalama a raison.

L'origine est une ressource, pas une qualification

Il faut toutefois prolonger son raisonnement. Être originaire de l'Ituri ou des Kivu donne une connaissance intime du terrain que nul manuel ne remplace. Mais l'origine ne garantit ni l'expertise ni l'impartialité : deux personnes issues de la même province, de communautés différentes, peuvent porter des lectures opposées du même conflit. Pour pallier cette subjectivité, les preuves et les faits vérifiables permettent de départager les lectures et d'aller au-delà des idéologies.

Par ailleurs, la crise de l'Est ne se joue pas qu'à l'Est. Elle se joue aussi à Kinshasa, dans les chaînes d'approvisionnement minières mondiales, dans la diplomatie régionale et jusqu'au Conseil de sécurité des Nations Unies. Un juriste du foncier, un économiste des ressources naturelles ou un praticien de la réintégration des ex-combattants peut apporter une contribution décisive sans être né à Bunia ou à Goma. Opposer « diaspora de l'Est » et « diaspora de l'Ouest » reviendrait à reproduire, à l'étranger, la fragmentation qui fragilise déjà la cohésion nationale.

La bonne question n'est donc pas celle de l'origine, mais celle des compétences complémentaires : chercheurs, juristes, économistes, acteurs humanitaires, représentants communautaires, diplomates et témoins directs des réalités locales.

Une piste de solution consisterait à se référer à la vision de nos pères fondateurs, « Unis par le sort » (hymne national *Debout Congolais*), afin de dégager les obligations et les droits de chacun dans l'objectif de bâtir une nation au cœur de l'Afrique.

« La bonne question n'est donc pas celle de l'origine, mais celle des compétences complémentaires. »

L'humilité, dans les deux sens

L'appel de Mubalama à l'humilité vaut pour tous. Un Congolais de Montréal, d'Ottawa ou de Sherbrooke peut exceller dans son domaine tout en connaissant imparfaitement les dynamiques d'un territoire situé à des milliers de kilomètres. Inversement, qui a vécu un conflit en possède une connaissance empirique précieuse sans nécessairement en maîtriser les dimensions diplomatiques, économiques ou institutionnelles. Le dialogue doit combiner ces savoirs, non les opposer.

Cette humilité s'étend au langage. Un dialogue crédible décrit des dynamiques et des acteurs armés ; il évite d'imputer une crise à une communauté entière, au risque de fermer la porte à ceux qu'il faut précisément réunir.

Une méthode plutôt qu'une nouvelle structure

La diaspora congolaise a créé de nombreuses associations et plateformes. Ce dynamisme est réel, mais il produit une fragmentation qui empêche l'émergence d'une voix collective. Le défi n'est pas de créer une structure de plus : c'est de se doter d'une méthode crédible.

Trois critères, publiés à l'avance, pourraient la fonder. La compétence d'abord : une connaissance démontrée des dossiers, par la recherche, la pratique professionnelle ou un engagement documenté auprès des communautés affectées. La représentativité ensuite : une délégation qui inclut des voix issues des provinces touchées et de communautés différentes, ainsi que des femmes et des jeunes, sans exclure d'office les autres. La méthode enfin : des contributions écrites et des recommandations vérifiables, préparées en amont dans des groupes de travail thématiques, avec l'obligation de rendre compte à la communauté.

Comme le note Mubalama, les meilleurs profils ne siègent pas toujours dans les comités existants. Un appel ouvert, fondé sur ces critères, permettrait de les atteindre tout en désamorçant les soupçons de cooptation.

Un réservoir d'intelligence collective

La diaspora congolaise du Canada compte des universitaires, ingénieurs, économistes, médecins, juristes, entrepreneurs, fonctionnaires et diplomates formés dans des institutions canadiennes et internationales. Plutôt que de disputer quelques sièges, elle pourrait préparer des notes de politique publique, des analyses sectorielles et des propositions concrètes. Son influence tiendrait alors moins au fait d'être assise à la table qu'à la solidité des idées qu'elle y apporte.



Avant de désigner qui que ce soit, chacun pourrait se poser quelques questions simples. Quelles compétences apportons-nous ? Quelles réalités connaissons-nous vraiment ? Savons-nous distinguer l'intérêt de notre communauté de l'intérêt général ? Sommes-nous prêts à entendre ce qui nous contredit ?

Le véritable test de maturité

L'interpellation de Placide Mubalama ne porte pas, au fond, sur la question de savoir qui mérite de parler. Elle porte sur la capacité de la diaspora à faire en sorte que ceux qui parlent contribuent réellement à mieux comprendre, mieux analyser et, peut-être, mieux résoudre les crises de la République démocratique du Congo.

Une communauté dispersée peut transformer sa diversité en intelligence collective. C'est là le vrai test de maturité, et c'est sur ce terrain que l'appel de Placide Mubalama mérite d'ouvrir un débat plus large.

La rédaction de Dynapad

Groupe de réflexion géostratégique · Grands Lacs africains · Ottawa

À propos de Dynapad

Dynapad est un groupe de réflexion indépendant basé à Ottawa, spécialisé dans l'analyse des enjeux géostratégiques et sécuritaires de la région des Grands Lacs africains. Animé par une démarche scientifique et une probité intellectuelle, il rend accessibles les dynamiques qui sous-tendent les conflits dans l'Est de la RDC et se veut un interlocuteur impartial auprès des décideurs, des chercheurs, de la société civile et des partenaires internationaux.

Tribune publiée par la rédaction de Dynapad. Reproduction autorisée avec mention de la source.